



ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE  
LA FRANCOPHONIE



## Le mécanisme pour un développement propre

### **Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP**

Un partenariat opérationnel en vue  
de soutenir le développement durable  
dans l'espace francophone



agence intergouvernementale  
de la francophonie



Institut de l'énergie et de l'environnement  
de la Francophonie  
IEPF

# Le mécanisme pour un développement propre

## **Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP**

Un partenariat opérationnel en vue  
de soutenir le développement durable  
dans l'espace francophone

**©Institut de l'énergie et de l'environnement  
de la Francophonie**

56, rue Saint-Pierre, 3<sup>e</sup> étage,  
Québec (Québec) G1K 4A1  
Canada

Téléphone : 1 418 692 5727

Télécopie : 1 418 692 5644

Courriel : [iepf@iepf.org](mailto:iepf@iepf.org)

Internet : [www.iepf.org](http://www.iepf.org)

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF .....	5
<b>1. Introduction.....</b>	<b>9</b>
<b>2. Présentation de l'espace francophone .....</b>	<b>9</b>
<b>3. MDP dans les pays francophones : contexte actuel .....</b>	<b>13</b>
Pays francophones en développement et Marché du carbone .....	13
Pays francophones Annexe I et Marché de carbone .....	14
<b>4. Programmes existants visant l'implication des pays en développement dans le MDP .....</b>	<b>17</b>
<b>5. Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP (IFP MDP) .....</b>	<b>21</b>
Réussir l'implication dans le MDP des pays francophones en développement .....	22
Actions proposées dans le cadre du CAF MDP .....	24
Réalizations proposées par le CAF MDP pour 2005-2009.....	25
Financement du CAF MDP 2005-2009.....	27
Annexe 1 : Francophonie, États membres et associés disposant d'une Autorité Nationale du MDP.....	29
Annexe 2 : Premiers projets MDP des pays francophones en développement .....	33
Annexe 3 : Comité International de suivi et d'évaluation de l'IFP MDP .....	39



## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) créé par le Protocole de Kyoto (PK) représente un atout considérable pouvant favoriser la coopération internationale autour de projets concrets de développement durable. Avec l'entrée en vigueur du PK le 16 février 2005 une nouvelle dynamique est lancée et ce mécanisme a pris une place plus importante avec un avenir prometteur.

La Francophonie considère ce moment approprié pour créer les conditions d'une collaboration renforcée entre ses pays membres autour du Mécanisme pour un Développement Propre (MDP). L'objectif de la Francophonie est de faire du MDP la base d'un partenariat opérationnel pour renouveler et redynamiser son action en faveur du développement durable. C'est dans ce contexte que s'inscrit « L'Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP (IFP-MDP) ». Cette initiative est dotée d'un Cadre d'Action Francophone pour le MDP (CAF MDP) visant à la concrétiser et à la matérialiser durant la période 2005-2009, et ce, la veille de la première période d'engagements pris dans le Protocole de Kyoto par les pays industrialisés

### **Très faible implication des pays francophones en développement dans le MDP**

Si les pays développés francophones ont été relativement actifs et ont fait le minimum nécessaire pour participer et profiter du MDP, les pays francophones en voie de développement sont restés en retrait. C'est le cas en particulier des pays africains francophones :

- Seuls quelques pays francophones en développement ont mis en place les bases nécessaires à une implication réelle dans le MDP en particulier l'Autorité Nationale Désignée du MDP (AND MDP) et les procédures et règles précises de fonctionnement de celle-ci (moins d'un pays sur trois).
- Parmi les projets en cours de validation sur le site Internet de la convention – le 1<sup>er</sup> avril 2005 – seuls 2 sur les 93 projets sont prévus dans des pays francophones.
- Parmi les Méthodologies de ligne de base proposées au comité exécutif et présentées sur le site de la Convention, seules 5 sur les 92 sont proposées à travers des projets de pays francophones.
- Parmi les 32 projets approuvés pour financement par le Fonds Prototype Carbone (PCF) 5 % seulement sont des projets de pays francophones.
- Sur les 8 petits projets approuvés à ce jour pour achats d'unités de carbone par le Fonds Carbone de Développement Communautaire aucun n'est situé en Afrique.

On notera par ailleurs que différents programmes de renforcement des capacités sur le MDP dans les pays en développement existent et ont permis d'obtenir des résultats significatifs. Il s'agit de programmes de la Banque mondiale ; du PNUD ; du PNUE... Toutefois, et à ce jour, la participation des pays francophones à ces programmes est restée limitée à faible : 5 % pour les projets approuvés par le PCF, 18 % pour les programmes PNUD, 45 % pour le projet PNUE CD4CDM, 0 % pour les projets du Fonds communautaire.

Ces indicateurs démontrent et confirment qu'un grand nombre de pays en développement francophones ont un besoin réel et significatif d'appuis tant au niveau institutionnel qu'au niveau du renforcement des capacités pour leur permettre d'intégrer le marché du MDP et de consolider leurs politiques de Développement Durable.

### **Présence limitée des pays Annexe I francophones sur le Marché du MDP**

Les pays francophones Annexe I sont intéressés par l'achat d'Unités de Carbone à partir du MDP tenant compte de leurs engagements pris dans le PK ou au niveau de leurs régions. Le marché global en carbone que ces pays Annexe I francophones représentent – dans la perspective qu'ils ont de remplir leurs engagements – est estimé de l'ordre de 160 Mt CO<sub>2</sub>e/an à répartir entre projets MDP, projet MOC (Mise en Œuvre Conjointe) et actions domestiques, soit autour de 800 Mt CO<sub>2</sub>e pour la période 2008-2012.

Pour atteindre cet objectif d'achats d'unités de carbone, ces pays se sont organisés et ont mis en place des actions concrètes leur permettant d'accéder au Marché du Carbone et du MDP: c'est en particulier le cas du Canada, de la France et de la Communauté Francophone de Belgique avec la création de fonds carbone ou la participation à des fonds mis en place par la Banque mondiale. Ces pays ont aussi soutenu – à travers des programmes et des mémorandums d'ententes directes (MOUs) – des pays en développement dans le MDP. La part de ce soutien aux pays francophones en développement est restée cependant marginale.

Malgré ces efforts, on peut noter qu'au niveau du portefeuille de projets en cours de validation et des Méthodologies en cours d'approbation par le conseil exécutif du MDP – en mars 2005 – les pays Annexe I francophones restent peu présents:

- Sur les 93 projets en cours de validation/enregistrement 4 seulement résultent d'investissements de pays développés francophones.
- Sur les 92 Méthodologies en cours d'approbation, trois résultent de projets dont l'investisseur est originaire d'un pays développé francophone.

### **Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP (IFP MDP)**

L'analyse faite ci-dessus montre clairement qu'à ce jour les pays francophones n'ont pas été suffisamment impliqués dans le MDP. C'est le cas des pays en développement, mais aussi des pays développés qui aspirent à une plus grande présence sur le Marché du carbone. C'est pour parer à cette situation qu'une Initiative de Partenariat Francophone dans le domaine du MDP (IFP MDP) a été proposée. L'objectif visé étant de permettre:

- Aux pays francophones en développement de profiter pleinement du MDP et de pouvoir concrétiser des projets de développement propres et durables; en utilisant la synergie et la complémentarité Nord-Sud et Sud-Sud qui caractérisent la communauté francophone.
- Aux pays francophones développés de trouver appui auprès des pays en développement francophones pour l'achat de crédits carbone leur permettant de remplir une partie de leurs engagements.

L'IFP MDP est basée principalement sur un **Cadre d'Action Francophone pour le MDP (CAF MDP)**. Le CAF MDP vise trois objectifs principaux:

- **La création d'une nouvelle dynamique MDP au sein de l'espace Francophone en utilisant les technologies de l'information, avec la mise en place de sites Internet francophones du MDP et du marché du carbone et de lettre d'information francophone sur ces aspects;**
- **La contribution au renforcement des capacités des différents acteurs du MDP dans les pays en développement francophones à travers l'organisation d'ateliers sur différents volets: institutionnels, techniques, financiers et juridiques. L'intérêt de ces ateliers est de créer un cadre où la coopération Sud-Sud sera valorisée et où les expériences réussies de certains pays pourraient permettre à d'autres d'avancer plus rapidement et avec plus d'efficacité. En cela le CAF MDP sera complémentaire à d'autres programmes qui visent une assistance directe aux pays.**

- **La mise en place, au niveau de la Francophonie, d'une coopération Nord-Sud privilégiée en matière de MDP** avec des Mémoires d'Entente directe entre pays francophones du Nord et du Sud et des efforts particuliers de la part des pays industrialisés pour associer les pays francophones en développement au Marché du MDP (aide à la mise en place des AND et des procédures MDP de ces pays, appui au niveau de l'identification du potentiel MDP de ces pays; achats d'URCEs de projets MDP de ces pays...)
- **Module I:** Sensibilisation et information francophone sur le MDP en particulier sur Internet
- **Module II:** Constitution de liens MDP privilégiés entre pays francophones du Nord et du Sud
- **Module III:** Renforcement des capacités des pays francophones en développement dans le MDP
- **Module IV:** Appui à la constitution de portefeuilles de projets MDP des pays en développement francophones

Le CAF MDP est organisé en 4 modules indépendants et complémentaires programmés durant la période 2005-2009 pour lesquels pourrait être envisagé soit un financement propre au niveau de la Francophonie soit un financement et une réalisation avec l'appui d'autres programmes. Il s'agit des modules suivants :



## 1 INTRODUCTION

Pour lutter de façon durable contre les changements climatiques et leurs effets, la Communauté internationale a adopté dans les années 90 deux accords clés : la convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) en 1992, puis le protocole de Kyoto en 1997. La convention a engagé les parties signataires à œuvrer globalement pour limiter ce changement et ses effets. Le protocole de Kyoto (PK) a fixé aux pays industrialisés des objectifs chiffrés de limitation ou de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Par ailleurs, et dans le but d'aider les pays industrialisés à remplir leurs engagements de réduction des émissions à moindre coût, le PK a introduit trois mécanismes de flexibilité : le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP), le Mécanisme de Mise en œuvre Conjointe (MOC) et l'Echange International de Droits d'Émissions (EIDE). Le MDP est le mécanisme qui concerne directement les pays en voie de développement (PED). Il vise à aider ces pays à parvenir à un développement durable, contribuer à l'objectif ultime de la convention tout en aidant les pays industrialisés à remplir leurs engagements pris dans le PK.

En 2001, lors de la 7<sup>e</sup> Conférence des Parties à la CCNUCC tenue à Marrakech, des accords importants ont été adoptés. Ces accords ont permis de disposer d'instruments permettant de mettre en œuvre de façon effective le MDP. Depuis, un chemin significatif a été parcouru avec un travail laborieux et innovant du Conseil exécutif du MDP, une consolidation et une réorganisation du Marché du carbone tenant compte de ces nouveaux mécanismes financiers, et aussi une implication importante de certains Pays En Développement (PED) pour profiter des opportunités d'investissement pouvant se présenter dans le MDP. Avec l'entrée en vigueur

du PK le 16 février 2005 une nouvelle dynamique est lancée et le MDP a pris une place plus importante avec un avenir prometteur.

La Francophonie considère ce moment approprié pour créer les conditions d'une collaboration renforcée entre ses pays membres autour du Mécanisme pour un Développement Propre (MDP), comme cela ressort des conclusions de son dernier Sommet centré sur les thèmes de la solidarité pour un développement durable. L'objectif est de faire du MDP la base d'un partenariat opérationnel pour renouveler et redynamiser l'action Francophone en faveur du développement durable. C'est dans ce contexte que s'inscrit « **L'Initiative francophone de partenariat dans le domaine du MDP (IFP-MDP)** ».

L'IFP-MDP s'appuie avant tout sur une dynamique de partenariat entre, d'une part, les gouvernements, les agences gouvernementales de développement, les acteurs du secteur privé, les ONG et les institutions d'enseignement et de recherche des pays du Nord membres de la Francophonie et, d'autre part, leurs homologues des pays en développement du Sud. L'IFP-MDP se propose aussi d'utiliser les instruments mondiaux existants en matière de partenariat pour le développement durable, notamment les instruments de coopération bi et multilatérale ainsi que les programmes et projets existants soutenant l'émergence d'un marché des crédits de carbone.

Cette initiative intègre un **Cadre d'Action Francophone pour le MDP (CAF MDP)** visant à la concrétiser et à la matérialiser durant la période 2005-2009, et ce, la veille de la première période d'engagements pris dans le protocole de Kyoto par les pays industrialisés. L'IFP MDP est dotée d'un comité de suivi et d'évaluation international dont la mission est de veiller à la mise en œuvre du CAF MDP. La composition est présentée en annexe 3.



## **2 PRÉSENTATION DE L'ESPACE FRANCOPHONE**

### **Géographie de la Francophonie**

L'espace francophone, c'est avant tout :

- 49 États et gouvernements membres :  
Belgique, Bénin, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Canada Nouveau-Brunswick, Canada-Québec, Cap-Vert, Centrafrique, Communauté française de Belgique (Wallonie-Bruxelles), Comores (Union des), Congo, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Égypte, France, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée-équatoriale, Haïti, Laos, Liban, Luxembourg, Togo, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Moldavie, Monaco, Niger, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Sao tomé et Príncipe, Sénégal, Seychelles, Suisse, Tchad, Tunisie, Vanuatu, Vietnam.
- 4 États associés  
Albanie, Grèce, Macédoine, Andorre (Principauté d')
- 10 États observateurs  
Arménie, Autriche, Croatie, Lituanie, Géorgie, Hongrie, Pologne, République Slovaque, Slovénie, République Tchèque.

### **Population**

La population de l'espace francophone est estimée en 2004 à plus de 400 millions d'habitants dont 175 millions parlent le français, ce qui représente un marché important du point de vue socio-économique.

### **Environnement des affaires**

La Francophonie dispose de nombreux atouts favorables au développement de partenariats

d'affaires et à l'implantation d'activités économiques reliés aux mécanismes de flexibilité issus du protocole de Kyoto. Les pays membres sont répartis sur l'ensemble des continents, ce qui offre une perspective intéressante pour utiliser l'espace francophone comme un important carrefour des affaires. Les infrastructures de base existent partout dans l'espace francophone pour faciliter le développement de partenariats en vue de la mise en œuvre de la Convention Climat.

### **Coopération entre pays du Sud et pays du Nord dans l'espace francophone**

Il existe une vieille tradition de coopération et de partenariat dans l'espace francophone. Ces relations sont multiformes et comportent des volets importants, notamment : institutionnel, scientifique, culturel, technique et économique. Les relations des pays francophones du Nord et ceux du Sud sont étroites et touchent un large éventail de domaines. Depuis la Conférence de Rio sur l'Environnement et le Développement, elles se sont diversifiées grâce notamment à des initiatives majeures comme le NEPAD ou les programmes régionaux de développement durable et de sauvegarde de l'environnement.

Par ailleurs, l'intégration économique croissante des pays de l'espace francophone, notamment à travers les organisations régionales tant en Afrique, en Asie que dans les Amériques, en ouvrant des marchés beaucoup plus vastes, fait de l'espace francophone une destination particulièrement attractive pour le développement des projets de développement durable entre acteurs gouvernementaux et investisseurs privés.



### 3 MDP DANS LES PAYS FRANCOPHONES : CONTEXTE ACTUEL

#### **Pays francophones en développement et Marché du carbone**

À ce jour et dans la dynamique MDP lancée dès la Septième Conférence des Parties (CdP7) avec l'adoption des accords de Marrakech ; si les pays développés francophones ont été relativement actifs et ont fait le nécessaire pour participer et profiter du MDP, les pays francophones en voie de développement sont restés en retrait. C'est le cas en particulier des pays africains.

Seuls quelques pays ont mis en place les bases nécessaires à une implication réelle dans le MDP, en particulier l'Autorité Nationale du MDP (AND MDP) et les procédures et règles précises de fonctionnement de celle-ci avec des Critères de Développement Durable bien établis.

Parmi les 53 États et gouvernements membres et États associés de la Francophonie ; 18 ont mis en place une AND MDP (voir annexe 1) ; soit 34 %. Sur les 18 ; 4 sont des pays Annexe 1. (Canada ; France, Suisse et Monaco).

D'autres indicateurs sont là pour confirmer l'insuffisance de l'implication dans le MDP des pays francophones en développement :

- Parmi les projets en cours de validation sur le site Internet de la convention<sup>1</sup> 2 sur les 93 projets sont prévus dans des pays francophones. Un projet au Maroc et un second en Moldavie. Cela représente moins de 3 % des projets en cours de validation.

- Parmi les Méthodologies de ligne de base proposées au comité exécutif et présentées sur le site de la Convention, 5 sur les 92 sont proposées à travers des projets de pays francophones (une pour un projet du Maroc ; une déjà approuvée – pour un projet du Vietnam, une pour un projet de l'Égypte et deux pour des projets de la Moldavie). Cela représente 6 % des méthodologies proposées.
- Parmi les 32 projets approuvés pour financement par le Fonds Prototype Carbone (PCF) (voir encadré 1), 5 % seulement sont des projets de pays francophones.
- Sur les 8 petits projets approuvés à ce jour pour achats d'unités de carbone par le Fonds Carbone de Développement Communautaire (CDCF) (voir encadré 2), aucun n'est situé en Afrique.

Cette faible implication des pays en développement francophones dans le MDP pourrait s'expliquer en particulier par les points suivants :

- le manque de volonté politique affirmée de certains États pour faire du MDP un outil favorisant leur développement durable ;
- les conditions peu favorables à l'investissement dans certains pays (institutionnels, législatifs, gouvernance...)
- le manque parfois d'AND, de procédures d'approbation de projets MDP ;
- le manque d'expertise au niveau local ;
- la non-disponibilité d'information accessible dans ces pays sur le MDP et ses possibilités ;
- la part faible accordée à la promotion et au marketing sur les réalisations et possibilités des pays dans le MDP.

1. Projets MDP en cours de validation et Méthodologies présentées au conseil exécutif sur le site de la CCNUCC ; le 1<sup>er</sup> avril 2005.

Outre ces raisons, on ne peut nier que l'aspect linguistique représente pour les opérateurs économiques de ces pays et aussi pour leurs gouvernements un premier handicap. À titre d'exemple, on peut noter qu'à ce jour très peu de nouvelles sur le marché du carbone existent en français sur Internet; plusieurs documents et procédures n'existent qu'en anglais. Si on ajoute à cela la complexité du processus MDP et le coût des transactions, on pourrait presque comprendre le retard enregistré par certains de ces pays.

Ces indicateurs démontrent et confirment qu'un grand nombre de pays en développement francophones ont un besoin réel et significatif d'appuis tant au niveau institutionnel qu'au niveau du renforcement des capacités pour leur permettre d'intégrer le marché du MDP et de consolider leurs politiques de Développement Durable.

### **Pays francophones Annexe I et Marché de carbone**

Les pays francophones Annexe I sont intéressés par l'achat d'Unités de Carbone à partir du MDP tenant compte de leurs engagements pris dans le PK ou au niveau de leurs régions. Entre 1990 et 2001: le Canada a vu ses émissions en gaz à effet de serre augmenter de 18,5%, Monaco de 40,5%; la Belgique de 6,7%; la Suisse de 0,7% et la France pratiquement stagner. Ces pays, et en particulier selon les engagements qu'ils ont pris dans le Protocole de Kyoto, devraient diminuer leurs émissions en 2008-2012 par rapport à 1990 de 6% pour le Canada, de 8% pour Monaco, de 0% pour la France, de 7,5% pour la Belgique et de 8% pour la Suisse. (voir tableau 1-a)

Le marché global en carbone que ces pays Annexe I francophones représentent dans la perspective qu'ils ont de remplir leurs engagements est estimé du tableau 1-a. Il serait de l'ordre de 160 Mt CO<sub>2</sub>e/an soit au total de l'ordre de 800 Mt CO<sub>2</sub>e à répartir entre projets MDP, projets MOC (Mise en Œuvre Conjointe) et actions domestiques.

Pour atteindre cet objectif d'achats d'unités de carbone, ces pays se sont organisés et ont mis en place des actions concrètes leur permettant d'accéder au Marché du carbone et du MDP:

- Le gouvernement du Canada participe à plusieurs fonds dont ceux de la Banque mondiale avec 15 millions \$ pour le PCF, 2,5 millions \$ pour le CDCF et 3 millions \$ pour le fonds Bio-Carbone (encadrés 1 et 2). Le 24 février 2005 le gouvernement du Canada a annoncé la création prochaine d'un fonds d'un milliard \$ pour l'achat de crédits. La portion du fonds qui sera disponible pour l'achat de crédits étrangers n'est pas connue.
- Le gouvernement français vient de créer un fonds carbone de 50 millions d'euros. Par ailleurs, un organisme privé français associé à des privés de Hollande a créé le fonds carbone européen (CDC IXIS). Il s'agit d'un fonds de 100 millions d'euros destiné à l'achat d'unités de carbone provenant en particulier de projets MDP.
- Le gouvernement fédéral de Belgique a créé dès 2004 un fonds de 25 millions d'euros. Une première partie de ce fonds de 10 millions d'euros pour l'achat de crédits de projets MOC et MDP a été lancée en avril 2005. la

**Tableau 1-a**

Engagements chiffrés des pays Annexe I francophones et besoins estimés d'achats de crédits carbone (Mt CO<sub>2</sub>e)

<b>Pays Annexe I francophones</b>	<b>Émissions en l'an 1990 (Gg CO<sub>2</sub>e)</b>	<b>Évolution des émissions de 1990 à ... (%)</b>	<b>Réductions prévues par rapport à 1990 en 2008-2012 (%)</b>	<b>Projections pour 2010 et besoins d'achats pour tenir engagements Mt CO<sub>2</sub>e/an</b>
Belgique	142.607	0.0(2003)	-7.5	10
Canada	608.704	17.7(2001)	-6	144,262
France	535.000	-5.7(2003)	0	0
Luxembourg	14.000	-27(2002)	-28	1,000
Monaco	73	32.8(2001)	-8	0.030
Suisse	53.357	0.4(2001)	-8	4,463

Belgique participera aussi dès 2005 au CDCF (encadré 2).

- En Suisse, un prélèvement d'une contribution volontaire sur les combustibles de transport pour l'acquisition de certificats de carbone est en cours d'instauration (centime climatique). Cela devrait ramener 50 millions de \$ dont 15 millions serviront pour l'achat de certificats de carbone de projet MDP et MOC.

Le Canada a par ailleurs soutenu des études de marché et portefeuille de projets dans différents pays en développement: Chili, République Dominicaine, Chine, Inde, Corée, Cameroun, Bénin, Inde, Afrique du Sud, Mexique, Brésil, Chili, Argentine, Amérique centrale, Caraïbes, Chine. Sur ces 16 pays 2 sont francophones!

Malgré ces efforts, on peut noter qu'au niveau du portefeuille de projets en cours de validation et des Méthodologies en cours d'approbation par le conseil exécutif du MDP les pays Annexe I francophones restent peu présents:

- Sur les 93 projets en cours de validation/enregistrement, 4 seulement résultent d'investissements de pays développés francophones. Il s'agit de projets du Canada: un avec le Brésil et trois avec le Chili.
- Sur les 92 Méthodologies en cours d'approbation, trois résultent de projets dont l'investisseur est originaire d'un pays développé francophone: une sur un projet avec la France et deux sur des projets avec le Canada.

Un dernier indicateur du dynamisme des pays Annexe I dans le MDP est la mise en place de Mémoires d'entente Directe (MOUs) entre ces pays et les pays en développement. À ce niveau, on note une grande présence du Canada avec 16 MOUs suivi par la France (6 MOUs) et la Suisse (1 Mou). On constate cependant que parmi ces MOUs peu ont été signés avec des pays francophones: 6% pour le Canada et 16% pour la France et 0% pour la Suisse. Il reste donc beaucoup à faire en matière de coopération Francophone sur le MDP (voir tableau 1-b)

**Tableau 1-b**

Mémoires d'entente Directe (MOUs) sur le MDP entre pays Annexe I francophones et des pays en développement, avril 2005

<b>Pays Annexe I francophones</b>	<b>Pays avec lesquels des MOUs ont été signés</b>
Belgique	
Canada (17 Mous dont 1 avec un pays francophone)	Tunisie, Ouganda, Chine, Sri Lanka, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, République Dominicaine, Équateur, Mexique, Nicaragua, Panama, Uruguay
France (6 MOUs dont 1 avec un pays francophone)	Maroc, Argentine, Chili, Colombie, Mexique, Chine
Grèce	
Luxembourg	
Monaco	
Suisse	Costa Rica



## 4 PROGRAMMES EXISTANTS VISANT L'IMPLICATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT DANS LE MDP

Les pays en développement francophones qui ont franchi des étapes significatives en matière de MDP ont été appuyés par différents programmes de renforcement des capacités et projets bilatéraux ou multilatéraux : c'est le cas du Maroc, de l'Égypte, de la Côte d'Ivoire, du Vietnam, du Cambodge (PNUE-CD4CDM), de la Tunisie (ACDI, PNUD), du Sénégal...

### CF Assist<sup>5</sup>

La Banque mondiale a développé dès 2004 un programme d'assistance technique et de renforcement des capacités destiné aux pays en voie de développement et aux pays en transition économique visant à promouvoir leur implication dans le marché du carbone. Il s'agit du programme Carbon Finance Assist (CF Assist).

CF Assist aide les pays intéressés au niveau du développement et de la mise en œuvre de projets MDP et MOC et de l'accès au marché d'échange international des émissions.

CF Assist est un programme intégré qui utilise différents outils mis en place par la Banque mondiale dont :

- **PCF plus** qui est un programme de renforcement des capacités pour les pays hôtes pour lesquels des projets ont été adoptés par le Fonds Prototype Carbone (PCF). Encadré 1.
- **CDCFplus** qui est un programme de renforcement des capacités pour les pays hôtes pour lesquels des projets ont été adoptés par le Fonds Carbone de développement Communautaire (CDCF). Encadré 2.

- **BIOCF** qui est un programme de renforcement des capacités sur les projets de séquestration du carbone et qui sera destiné aux projets qui bénéficieront du Biocarbon Fund : fonds en cours de mise en œuvre.

Le renforcement des capacités des pays en développement selon le programme CF Assist se fait en 3 phases :

- **Phase I** : Mise en place de l'AND et des procédures d'approbation ; formation d'une expertise locale et implication des opérateurs économiques.
- **Phase II** : validation faite d'au moins un projet ; un secteur industriel au moins impliqué dans le marché du carbone, le carbone est intégré dans la stratégie d'investissement du pays, participation du pays à Carbon Expo.
- **Phase III** : rapidité et transparence de la procédure d'approbation nationale des projets ; augmentation du nombre et de la qualité des projets, accès d'opérateurs financiers du pays au marché du carbone et participation forte et régulière à Carbon Expo.

### Africa Assist

Conscients des besoins importants des pays africains en infrastructures de base et en projets de développement durable et des possibilités que représentent le Marché du carbone et le MDP pour ces pays, la Banque mondiale et ses partenaires ont senti le besoin d'adopter une stratégie MDP propre à l'Afrique visant à y développer ce Mécanisme.

- Dans ce sens et dans le cadre du programme CF Assist il a été décidé de mettre en place un Projet de renforcement des capacités dans le

5. Source : Carbon Finance at the World Bank ; Carbon Finance Assist, February 2005.

MDP pour une douzaine de pays d'Afrique subsaharienne. La Banque mondiale et le gouvernement français à travers l'agence française de développement vont financer ce projet, et ce, sur cinq années. Les pays francophones africains seront prioritaires pour accéder à ce projet.

- Parallèlement, un nouveau programme associant la Banque mondiale, le PNUE et la Fondation des Nations Unies est en cours d'établissement. Ce programme se propose de renforcer les capacités des différents acteurs des pays d'Afrique (Agences gouvernementales, institutions privées, ONG) sur le montage de projets MDP avec production de NIP de projets. La période prévue pour ce projet est 2004-2006.
- Enfin le Fonds de Développement des Ressources Humaines et Politiques du Japon aide des banques à investir dans la lutte contre les changements climatiques et dans l'atténuation des émissions. Un programme de renforcement des capacités des acteurs locaux dans ce domaine est prévu en Afrique. Le Kenya, l'Ouganda, le Sénégal et l'Afrique du Sud bénéficient de ce Fonds.

#### Programmes d'appui du PNUD

Le PNUD a mis en place, ces dernières années, des programmes visant la promotion d'un environnement favorable à la mise en œuvre du MDP dans onze pays en développement: Maroc, Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud, Pérou, Nicaragua, Trinidad, Bangladesh, Philippines et Tunisie. Sur les onze, deux pays francophones sont concernés; le Maroc et la Tunisie. Cela représente seulement 18% des pays. Des appuis ponctuels sont aussi donnés par le PNUD sur cet aspect à une dizaine d'autres pays.

#### Projet PNUE-RISO CD4CDM

IL s'agit d'un projet de renforcement des capacités pour le MDP mené par le centre de collaboration sur l'Énergie et l'Environnement du PNUE (UCCEE-Danemark) avec un financement du Royaume des Pays-Bas. Ce projet prévu entre

2003 et 2005 couvre quatre régions du monde et onze pays: Cambodge, Philippines, Vietnam (Asie), Bolivie, Équateur, Guatemala (Amérique Latine), Égypte, Maroc (Afrique du Nord- Moyen-Orient), Côte d'Ivoire, Mozambique, Ouganda (Afrique subsaharienne). Parmi ces onze pays, cinq pays sont francophones: le Maroc, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, le Vietnam et le Cambodge. Cela représente 45% des pays.

#### Mémoires d'entente directe sur le MDP (MOUs)

Les MOUs représentent un moyen facilitant la mise en œuvre de projets conjoints sur le MDP entre pays développés et pays en voie de développement. Très peu de pays en développement francophones en ont signés à ce jour (tableau 2).

#### Encadré 1 Fonds Prototype Carbone PCF<sup>6</sup>

Le PCF est un fonds géré par la Banque mondiale. Il résulte d'un partenariat entre six gouvernements dont un francophone (Canada, Japon, Finlande, Pays-Bas, Norvège et Suède) et 17 compagnies; dont Gaz de France, Electrabel.

Le PCF dispose actuellement de 32 projets de réduction des émissions en GES en préparation avec un potentiel de réduction estimé à 165 millions US\$.

Parmi ces projets, 11% seulement sont prévus dans des pays africains, 5% de ces projets ont des pays hôtes francophones. L'Asie regroupe plus de 34% de ces projets, et l'Amérique latine 27%.

Il s'agit principalement de projets de gestion des déchets et d'hydraulique (plus de 55%).

**Tableau 2**

Pays en développement francophones disposant de MOUs avec des pays Annexe I (avril 2005)

Pays	Autorité Nationale MDP	Projets en cours de validation	Méthodologies proposées	Appui au niveau de la coopération	Signature de MOUs
Bénin	disponible			Canada	Banque mondiale
Burkina Faso	Non désignée				
Cambodge	disponible			CD4CDM	
Égypte	disponible		1	CD4CDM	Autriche, Italie et Japon
Guinée	Non désignée				
Laos	disponible				
Liban	disponible				
Madagascar	disponible				
Mali	disponible				
Moldavie	disponible	1	2		
Maroc	disponible	1	1	CD4CDM/PNUD	France, Autriche, Italie, Espagne, JBIC (Japon)
Maurice	disponible				
Niger	disponible				
Sainte-Lucie	disponible				
Sénégal	disponible				
Vietnam	disponible		1	CD4CDM	
Congo	Non désigné			Bruxelles (Belgique) projets forêts par le CDCF	
Dominique	Non désignée				
Tunisie	Non désignée			PNUD/ACDI Canada	Canada

**Encadré 2****Fonds Carbone de Développement Communautaire CDCF<sup>7</sup>**

Le CDCF est un fonds géré par la Banque mondiale. Il résulte d'un partenariat entre quatre gouvernements dont un francophone (Canada, Autriche, Italie et Pays-Bas) et 10 compagnies ; dont Swiss RE. Ce fonds a été mis en place dès 2003 avec un capital de 128 millions US\$. Il vise l'achat de crédits carbone à partir de projets de petite échelle situés dans les pays les moins avancés et qui présentant un intérêt particulier pour le Développement Durable et les populations de ces pays. Les régions de Bruxelles et de Wallonie (Belgique) ont décidé d'investir entre 2005 et 2014 dans ce fonds 12,5 millions de dollars.

Le Fonds a approuvé à ce jour 8 projets permettant une réduction des émissions estimée à 3,6 millions de tonnes (16,8 millions US\$).

Sur ces projets 69% sont situés en Asie et 31 en Amérique latine : aucun pays africain n'a pu bénéficier de ce fonds à ce jour.

Il s'agit principalement de projets de biogaz et d'efficacité énergétique (+ de 68%).

7. Source: CDCF Annual report 2004.



## 5 INITIATIVE FRANCOPHONE DE PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DU MDP (IFP MDP)

L'analyse faite ci-dessus, même si elle reste non exhaustive, montre clairement qu'à ce jour les pays francophones n'ont pas été suffisamment impliqués dans le MDP. C'est le cas des pays en développement, mais aussi des pays développés qui aspirent à une plus grande présence sur le Marché du carbone. C'est pour parer à cette situation qu'une Initiative de Partenariat Francophone dans le domaine du MDP (IFP MDP) est proposée. L'objectif visé étant de permettre :

- Aux pays francophones en développement de profiter pleinement du MDP et de pouvoir concrétiser des projets de développement propres et durables ; en utilisant la synergie et la complémentarité Nord-Sud et Sud-Sud qui caractérisent la communauté francophone.
- Aux pays francophones développés de trouver appui auprès des pays en développement francophones pour l'achat de crédits carbone leur permettant de remplir une partie de leurs engagements.

Le MDP serait ainsi un important outil permettant de mettre en exergue les volontés affirmées au niveau de la Francophonie, d'une coopération Nord-Sud et Sud-Sud servant l'intérêt de tous. L'IFP MDP est basée principalement sur un **Cadre d'Action Francophone pour le MDP (CAF MDP)**.

Le CAF MDP se donne pour objectif de créer un mécanisme de coopération entre pays francophones pour promouvoir leur implication dans le MDP. Il est basé sur des actions et instruments, simples, faciles à mettre en œuvre et en mesure de donner des résultats concrets à brève échéance. Ce Cadre accorde un intérêt particulier aux aspects suivants :

- Les pays francophones industrialisés ont des engagements de réduction de leurs émissions en GES. Pour les tenir, ces pays souhaitent une plus grande implication sur le marché du carbone et des relations privilégiées avec des pays en développement porteurs de projets MDP. Dans cette perspective, un intérêt particulier pourrait être accordé par ces pays aux pays en développement francophones.
- Les besoins actuels des pays francophones en développement en matière de renforcement des capacités institutionnelles et humaines sur le MDP sont importants et vitaux pour le MDP dans ces pays.
- L'expertise en matière de MDP est essentielle pour son développement. La consolidation de cette expertise au niveau de la Francophonie sera un atout pour nos pays : la coopération Nord-Sud et aussi SUD-SUD est à valoriser.
- Une collaboration financière et technologique privilégiée entre pays francophones du Sud et du Nord autour de projets MDP serait un atout pour tous et un moyen réel d'aider les pays francophones les moins développés à accéder au Marché du carbone.
- Le CAF MDP doit être complémentaire à ce qui se fait par ailleurs (PCE, DCCF, Africa-Assist, PNUE, PNUD, etc.).

L'implication d'un pays dans le marché du carbone et du MDP se fait d'abord par un accès rapide et efficient aux informations dynamiques autour de ce marché et par une communication claire et transparente des potentialités et des perspectives du pays dans ce domaine tant à l'attention des opérateurs économiques nationaux qu'à l'attention des acheteurs du

marché du carbone. Aussi, un accès francophone à ce Marché reste nécessaire en particulier à travers un site Internet MDP francophone. Ce dernier créera à lui-même une dynamique MDP à l'échelle des pays francophones.

Le CAF MDP est établi pour une première période de cinq ans : 2005-2009. Il permettra de se préparer ensemble pour la première période d'engagements 2008-2012. Il est doté de procédures de mise en oeuvre, de suivi et de moyens adaptés permettant d'en faire un outil concret avec des résultats tangibles pour les pays francophones leur permettant de profiter au mieux du marché du carbone et du MDP pour leur développement.

### **Réussir l'implication dans le MDP des pays francophones en développement**

La réussite de l'implication des pays francophones en développement dans le MDP dépend principalement des cinq aspects suivants :

- la mise en place et l'opérationnalisation de l'AND et des procédures d'approbation nationale des projets ;
- le niveau d'implication des opérateurs économiques nationaux dans le MD ;
- les capacités de l'expertise nationale dans le MDP ;
- la facilité d'accès du pays au Marché du carbone ;
- la dynamique du pays en matière de promotion du produit MDP national.

Pour bâtir le CAF MDP, il est nécessaire de revenir sur ces cinq aspects et voir quels types d'actions de coopération entre pays francophones pourraient les favoriser et les renforcer.

#### **• Mise en place et opérationnalisation de l'AND et des procédures d'approbation nationale des projets**

- *Rôle et attributions de l'AND : régulation et / promotion*
  - La nécessité à moyen terme de dissocier le rôle de régulation de l'AND de celui de la promotion. La promotion devrait plus être assurée par une structure privée. L'État assure plutôt la partie régulation.

- Les pays industrialisés francophones pourraient contribuer à la mise en place de ces structures et leur opérationnalisation dans les pays en développement.
- *AND MDP : moyens pour un fonctionnement efficient de l'AND conforme aux exigences de ce mécanisme mondial*
  - La nécessité de trouver un mécanisme financier autonome et non lié au budget de l'État permettant un fonctionnement correct et efficient de l'AND : lier cela par exemple à une taxe sur les URCEs et à des supports financiers pouvant être mis en place dans le cadre des MOUs prévus entre pays francophones.
- *Renforcement des capacités des membres de l'AND pour qu'ils remplissent correctement leurs missions*
  - Besoin d'une assistance technique et financière de l'AND que pourraient apporter les pays francophones développés.
  - Besoin d'un renforcement des capacités des membres de l'AND qui peut être réalisé dans le cadre de la coopération entre les pays francophones.
- *Critères de développement durable. Comment les développer? Comment les pratiquer? Comment sensibiliser à leur importance?*
  - Doter le pays de critères et d'indicateurs de développement durable en mesure d'aider à vérifier la conformité du projet avec les choix de développement du pays hôte est un élément essentiel. Il permettra à l'AND de jouer son rôle de façon transparente et précise.
  - Des études et ateliers ouverts aux différentes composantes de la société sont nécessaires dans les pays hôtes pour définir ces critères de développement durable et leur associer des indicateurs mesurables et disponibles dans ces pays. Cette étape pourrait être réalisée avec l'appui de pays francophones développés ou en développement ayant déjà franchi cette étape.

• **Implication des opérateurs économiques nationaux dans le MDP**

- *Sensibilisation et information sur le MDP et ses possibilités*
  - Organisation de journées de sensibilisation et d'information sur le MDP et ses enjeux.
  - Mise en place de sites Web nationaux sur le MDP.
  - Mise en place d'un site Web francophone sur le Marché du carbone et le MDP.
- *Réalisation d'actions pilotes avec certains opérateurs qui servent d'exemples: montage de projets MDP avec certains opérateurs*
- *Appuyer les pays en développement pour qu'ils puissent déterminer leurs lignes de base de secteurs clés pour le MDP comme l'électricité*
- *Réalisations d'études sectorielles indiquant les types de projets MDP possibles par secteur d'activité (Énergie, Déchets, Forêts, etc.)*
- *Montage de portefeuilles de projets MDP propres aux pays*
- *Mise en place par l'AND et/ou des opérateurs financiers locaux et avec l'appui de la coopération internationale d'un fonds permettant aux opérateurs économiques d'avoir un appui matériel leur permettant de franchir les différentes étapes: élaboration des Documents Descriptifs des Projets (DDP), validation, enregistrement... L'accès à ce fonds pourrait être fait selon un quota donné. L'objectif est de lancer certains opérateurs dans leur première démarche vers le MDP.*

• **Renforcement des capacités de l'expertise nationale dans le MDP**

- *Formation d'une expertise nationale dans le montage des Notes d'Information de Projets (NIPs) et de DDP pour qu'elle puisse accompagner les Opérateurs économiques désireux de se lancer dans le MDP*
- *Former les experts nationaux sur l'aspect financier et légal des transactions sur les Unités de Réduction Certifiées des Émissions en GES (URCEs) résultant de projets MDP*

- *Promouvoir des partenariats entre ces bureaux d'expertise nationaux et des Entités Opérationnelles Désignées (EOD)*
- *Appuyer la création d'EOD dans l'espace francophone associant des experts des deux rives: pays développés et pays en voie de développement*

• **Un accès plus direct et plus facile au Marché du carbone**

- *Accéder de façon rapide aux informations et nouvelles concernant ce marché pour pouvoir réagir à temps*
- *Faire connaître le potentiel des pays francophones sur le marché pour le rendre attrayant*
  - Un site Internet Marché du MDP francophone et des sites des pays hôtes permettraient de répondre aux préoccupations précédentes
- *Les pays francophones hôtes du MDP doivent avoir une garantie de trouver des acheteurs pour des unités de réduction des émissions de carbone URCEs résultant de leurs projets*
  - la Francophonie pourrait proposer un mécanisme dans ce sens. les pays Annexe I francophones pourraient décider de consacrer une partie de leurs fonds d'achats à des URCEs de pays francophones

• **Information et échanges en réseau pour promouvoir le MDP**

- *Créer un site Web francophone du Marché du carbone et du MDP*
- *Créer un réseau MDP francophone où les informations et échanges circulent en continu et de façon dynamique*
- *Créer un bulletin francophone mensuel du MDP*
- *Élaborer des outils pédagogiques en français sur le MDP: Institutions et procédures du MDP; Montage technique de projets MDP; Transactions financières et réglementation dans le MDP, MDP et foresterie...*

## **Actions proposées dans le cadre du CAF MDP**

Le CAF MDP intègre différentes actions correspondant aux besoins définis ci-dessus. Il vise trois principales finalités :

- **La création d'une dynamique de sensibilisation et d'information MDP au sein de l'espace francophone en particulier en utilisant les technologies de l'information, avec la mise en place de portail Internet francophone du MDP et du Marché du carbone, d'un réseau MDP et d'une lettre d'information en français sur ces aspects.**
- **La contribution au renforcement des capacités des différents acteurs du MDP dans les pays en développement francophones à travers l'organisation d'ateliers sur différents volets : institutionnels, techniques, financiers et juridiques. L'intérêt de ces ateliers est de créer un cadre ou la coopération Sud-Sud sera valorisée et ou les expériences réussies de certains pays pourraient permettre à d'autres d'avancer plus rapidement et avec plus d'efficacité. En cela le CAF MDP sera complémentaire à d'autres programmes qui visent une assistance directe aux pays.**
- **La mise en place au niveau de la Francophonie d'une coopération Nord-Sud privilégiée en matière de MDP avec des Mémoires d'Entente directe entre pays francophones du Nord et du Sud et des efforts particuliers de la part des pays industrialisés pour associer les pays francophones en développement au Marché du MDP (aide à la mise en place des AND et des procédures MDP de ces pays, appui au niveau de l'identification du potentiel MDP de ces pays, achats d'URCEs de projets MDP de ces pays).**

Quatre types d'actions sont proposées par le CAF MDP. Elles sont constituées d'activités réparties entre 2005 et 2009.

**Action I: Mise en place et opérationnalisation de l'AND et des procédures d'approbation nationale des projets**

- **Activité I-1 Les pays industrialisés pourraient contribuer à la mise en place dans les PED des AND et des procédures d'approbation des projets, et à leur opérationnalisation :**

Un engagement dans ce sens des pays pourrait être trouvé dans le cadre de la Francophonie par couples de pays.

*MOUs particuliers liant des pays francophones Annexe I et des PED visant à appuyer ces derniers au niveau de la mise en place de leurs AND et des procédures MDP: 2005-2006*

- **Activité I-2 Organisation d'un atelier de renforcement des capacités des membres de l'AND sur leurs rôles et attributions et sur la façon de les assumer. Un intérêt particulier sera donné lors de cet atelier à la détermination et à l'utilisation de critères nationaux de Développement Durable pour les projets MDP.**

*Organisation d'un atelier à l'attention des membres des AND sur leurs rôles et attributions et sur les moyens et méthodes de les assumer ATELIER 1: 2006*

**Action II: Implication des opérateurs économiques nationaux des PED dans le MDP**

- **Activité II-1 Organisation de journées de sensibilisation et d'information sur le MDP et ses enjeux à l'attention des opérateurs économiques des PED;**

*Organisation d'un atelier à l'attention des opérateurs économiques les plus concernés dans les PED francophones pour leur montrer les enjeux du MDP et ses opportunités ATELIER 2: 2006*

- **Activité II-2 Mise en place d'un site Internet francophone sur le Marché du carbone et le MDP et appui pour la mise en place de sites Web nationaux sur le MDP**

*Mise en place du site Internet MDP francophone: 2005-2009*

- **Activité II-3 Réalisations d'études sectorielles indiquant les types de projets MDP possibles par secteur d'activité (Énergie, Déchets, Forêts...) dans les PED francophones intéressés**

*Lancements d'études sectorielles dans les PED pour identifier des projets MDP et élaborer des portefeuilles nationaux de projets MDP: 2006-2007*

**Action III : Renforcement des capacités de l'expertise nationale dans le MDP**

- **Activité III-1** Organiser des sessions de formation à l'attention des experts nationaux sur l'élaboration des Notes d'Information de Projets (NIPs) et des DDP de projets MDP

*Organisation d'un atelier à l'attention des experts et consultants des PED sur le montage de projets MDP: NIP, DDP.ATELIER 3: 2007*

- **Activité III-2** Former les experts nationaux sur l'aspect financier et légal des transactions sur les Unités de Réduction des Émissions en GES (URCEs) résultant de projets MDP

*Organisation d'un atelier à l'attention des experts et consultants des PED sur les transactions financières liées aux projets MDP ATELIER 4: 2007*

- **Activité III-3** Appuyer la création d'EOD dans l'espace francophone associant des experts des deux rives: pays développés et pays en voie de développement

*Création d'une EOD dans l'espace francophone: 2006-2007*

**Action IV Information et échanges en réseau pour promouvoir le MDP**

- **Activité IV-1** Créer un réseau MDP francophone où les informations et échanges circulent en continue et de façon dynamique. Créer un bulletin francophone du MDP: mensuel

*Réseau MDP Francophonie et bulletin MDP francophone: 2006-2009; Organisation d'un atelier du réseau pour évaluer le CAF MD ATELIER 5: 2009*

- **Activité IV-2** Élaborer des outils pédagogiques francophones sur le MDP

*Documents de base pour accéder au MDP en français: 2006*

**Réalisations proposées par le CAF MDP pour 2005-2009**

Pour réaliser ces différentes actions, le CAF MDP est organisé en 4 modules indépendants pour lesquels on pourrait envisager soit un financement propre au niveau de la Francophonie soit un financement et une réalisation avec l'appui d'autres programmes. Il s'agit des modules suivants (voir tableaux 3 et 4) :

- **Module I:** Sensibilisation et information francophone sur le MDP en particulier sur Internet
- **Module II:** Constitution de liens MDP privilégiés entre pays francophones du Nord et du Sud
- **Module III:** Renforcement des capacités des pays francophones en développement dans le MDP
- **Module IV:** Constitution de portefeuilles de projets MDP des pays en développement francophones

**Tableau 3**

Planning de réalisation du CAF MDP 2005-2009

Années	Module I	Module II	Module III	Module IV
2005	Portail Internet Rés MDP Fra	MOUs	Atelier de lancement de l'IFP MDP	
2006	Portail Internet Rés MDP Fra Doc MDP Fr	MOUs EOD	Atelier AND Atelier OE	Études Sect MDP
2007	Portail Internet Rés MDP Fra	EOD	Atelier Expert Atelier Finances	Études Sect MDP Montage projets MDP
2008	Portail Internet Rés MDP Fra			Montage projets MDP
2009	Portail Internet Rés MDP Fra		Atelier Évaluation	

**Tableau 4**  
CAF MDP 2005-2009

CAF MDP 2005-2009	Activités proposées	Résultats-Indicateurs	Opérateurs possibles
<b>Module I:</b> Sensibilisation et information francophone sur le MDP et le Marché du carbone en particulier sur Internet	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Portail Internet MDP francophone (Activité II-2)</li> <li>• Réseau MDP Francophonie et bulletin MDP Francophone, (Activité V-1)</li> <li>• Documents de base pour accéder au MDP en français (Activité IV-2)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Portail francophone MDP opérationnel</li> <li>• Réseau MDP francophone dynamique</li> <li>• Bulletin MDP francophone mensuel régulier</li> <li>• Guides francophones sur les différents aspects du MDP</li> </ul>	IEPF
<b>Module II:</b> Constitution de liens MDP privilégiés entre pays francophones du Nord et du Sud	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mémoires d'ententes directes (MOUs) particuliers liant des pays francophones Annexe I et en développement (Activité I-1)</li> <li>• Création d'une Entité Opérationnelle Désignée (OED) dans l'espace francophone (Activité III-3)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des MOUs signés entre pays Annexe I et plus des 2/3 des pays en développement francophones</li> <li>• Plus des 2/3 des pays en développement francophones dotés d'AND opérationnelles avec un projet ayant suivi le cycle de projet jusqu'à la validation</li> <li>• Au moins une EOD francophone régionale opérationnelle associant des experts francophones du Nord et du Sud</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pays Annexe I francophones</li> <li>• Programmes multilatéraux</li> <li>• IEPF</li> </ul>
<b>Module III:</b> Renforcement des capacités des pays francophones en développement dans le MDP	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme de renforcement des capacités intégrant 5 ateliers en plus de l'atelier de lancement de l'IFP MDP</li> <li>• Atelier de lancement de l'IFP MDP (COP11)</li> <li>• Atelier sur l'organisation et le fonctionnement des AND (Activité I-2)</li> <li>• Atelier aux Opérateurs économiques sur les enjeux et possibilités du MDP (Activité II-1)</li> <li>• Atelier sur le montage des projets MDP pour les experts et consultants (Activité III-1)</li> <li>• Atelier sur les aspects financiers et juridiques des contrats MDP (Activité III-2)</li> <li>• Atelier Réseau MDP Francophone Bilan et perspectives (Activité IV-1)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• un groupe d'acteurs dans le MDP de pays francophones en développement formé et disposant de capacités lui permettant de développer le MDP dans ces pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• IEPF</li> <li>• Acteurs multilatéraux</li> <li>• Pays Annexe I francophones</li> </ul>
<b>Module IV:</b> Constitution de portefeuilles de projets MDP	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisation d'études sectorielles d'identification de projets MDP, montage de projets MDP et accompagnement vers le Marché du Carbone (Activité II-3)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus des 2/3 des pays en développement francophones disposent de portefeuilles de projets MDP et d'un projet pilote ayant été validé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programmes multilatéraux (ex. CF Assist)</li> </ul>

## **Financement du CAF MDP 2005-2009**

Le financement possible du CAF MDP est lié à la nature des 4 modules qui le constituent :

- Les modules I et III, axés plutôt sur l'animation francophone du Marché MDP et la formation de capacités francophones en la matière, pourraient être financés dans le cadre de la Francophonie. Il s'agit-là d'actions qui correspondent à la mission essentielle de la Francophonie. L'IEPF pourrait alors assurer le suivi de la réalisation de ces deux modules si un budget correspondant lui est attribué par les pays francophones.
- Le Module II est de nature politique et nécessiterait plutôt un engagement des pays francophones du Nord et du Sud pour collaborer sur ces aspects à travers des MOUs et le montage en commun d'une Entité Opérationnelle Désignée (EOD).
- Le module IV nécessite un suivi concret du développement du MDP dans certains pays francophones et un appui en vue de leur permettre de lancer leurs premiers projets MDP. La Banque mondiale, le PNUD, le PNUE et d'autres partenaires de coopération multilatérale pourraient s'associer pour développer un projet d'appui au MDP pour les pays francophones non encore engagés dans des projets similaires comme CD4CDM, PNUD MDP ou Africa Assist.



## Annexe 1 FRANCOPHONIE

### ÉTATS MEMBRES ET ÉTATS ASSOCIÉS DISPOSANT D'UNE AUTORITÉ NATIONALE DU MDP<sup>8</sup>

- 18 États
  - 4 pays Annexe I
  - 14 pays en développement

Pays	AND/BUREAU MDP	Contacts
Bénin (1)	Direction de l'Environnement, MEHU Adresse : 01 BP 3126 COTONOU, République du Bénin	Monsieur DJIBRIL Ibila (idjibril@yahoo.fr, idjibril@ mehubenin.net ) Phone: (229) 31 05 34 Fax: (229) 31 50 81
Cambodge (2)	Ministry of Environment, Climate Change Office	ETAP@online.com.kh, cceap@online.com.kh (ETAP@online.com.kh, cceaponline.com.kh) Phone: (855-23)218-370 Fax: (855-23) 218 370
Canada (3)	Canada's CDM and JI office, Climate Change and Energy Division Adresse : Foreign Affairs Canada 125 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1A 0G2	Monsieur Richard Ballhorn (cdm.ji@international.gc.ca) Director General, Environment and Sustainable Development Affairs Bureau Phone: (1-613) - 944-3039 Fax: (1-613) 944-0064
Égypte (4)	Egyptian Environmental Affairs Agency (EEAA)	Dr. Mohammed EL Shahawy (Khali@eeaa.gov.eg, mshahawy2000 yahoo.com ) National Focal Point of Egypt for Climate Change and Supervisor of the Climate Change Unit, in EEAA Phone: (202) 525 6481 Fax: (202) 525 6454
France (5)	Mission Interministérielle de l'Effet de Serre Adresse : 20, avenue de Ségur 75007, Paris	Monsieur Philippe Meunier (philippe.meunier@ecologie.gouv.fr) Secrétaire Général Phone: (33-1) 4219 1564 Fax: (33-1) 4219 1697

8. Source : site Web de la CCNUCC, 27 février 2005.

<b>Pays</b>	<b>AND/BUREAU MDP</b>	<b>Contacts</b>
Laos People's Democratic Republic (6)	Science Technology and Environment Agency (STEA), Prime Minister's Office Adresse : Sisavad Road, P. O Box 2279, Vientiane, Lao PDR	Mr. Xayaveth Vixay (xayaveth@yahoo.com) Deputy Director General of Environment Department Phone: (856-21) 218 712 Fax: (856-21) 213 472
Liban (7)	Ministry of Environment Adresse : P.O. Box: 70-1091 Antelias, Lebanon	nkodeih@moe.gov.lb (nkodeih@moe.gov.lb) Chief, Service of Prevention from Technological Im Phone: (961-4) 522 222 Fax: (961-4) 525 080
Madagascar (8)	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts Adresse : BP.571 Ampandrianomby Antananarivo 101	Monsieur Randriasandratana Germain (pf.cc@dts.mg,minenv@dts.mg) Phone: (261) 320 75 4490, (261) 202 2521 68 Fax: (261) 202 241 919
Mali (9)	Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales (STP/CIGQE) Adresse : BP 2357, Bamako, Mali	Monsieur Boubacar Sidiki Dembele (stp@timbagga.com.ml) Phone: (223) 223 1074 Fax: (223) 223 5867
Moldavie (10)		
Monaco (11)	Direction des Relations Extérieures, Coopération Internationale pour l'Environnement et le Développement Adresse : Villa Girasole, 16 Boulevard de Suisse, ML 9800, Monaco ( fplatini@gouv.mc )	Monsieur Platini Phone: (337-93) 154 229 Fax: (337-93) 509
Maroc (12)	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de l'Environnement Secrétariat permanent du Conseil National du MDP Adresse: (Service Changements Climatiques/DPCC) 4, place Abou Baker Essedik, av. Fal Ould oumeir Agdal-Rabat	ucc@mtds.com Phone: (212)37 77 47 88 Fax: (212)37 77 47 88
Maurice (13)	National Clean Development Mechanism Office, Ministry of Environment Address: 5th Floor, Ken Lee Tower, Ministry of Environment, Barracks St., Port Louis, Mauritius	Mr. Poorundeo Ramgolam (envcpi@intnet.mu) Divisional Environment Officer Phone: (230) 210-0806 Fax: (212) 212-6671
Niger (14)	Cabinet du Premier Ministre Adresse : B.P. 10193, Niamey, Niger	Mr. Hassane Saley (biocnedd@intnet.ne) Secrétaire Exécutif du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable Phone: (227)72-2559 Fax: (227)72-2981/73-5859

<b>Pays</b>	<b>AND/BUREAU MDP</b>	<b>Contacts</b>
Sainte-Lucie (15)	Ministry of Physical Development, Environment and Housing Address: Greaham Lousy, Adminisrative Building, P. O. Box 709, Waterfront, Castries Saint Lucia, West Indies	Mr. Martin Satney (ps@planning.gov.lc) Permanent Secretary Phone: (758) 468-4419/4418 Fax: (758) 452-2506/
Sénégal (16)	Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés Adresse : 106, Rue Carnot Dakar BP 6557 Dakar Etoile	(denv@sentoo.sn) Phone: (221) 822 07 25 Fax: (221) 822 62 12
Suisse (17)	Swiss Agency for the Environment, Forests and Landscape (SAEFL), Economics and Climate Section Adresse : CH-3003 Berne, Switzerland	Mr. Yvan Keckeis (swissflex@buwal.admin.ch,yvan. keckeis@buwal.admin.ch) Phone: (41-31) 324 7184 Fax: (41-31) 323 0367
Vietnam (18)	International Cooperation Department, Ministry of Natural Resources and Environment Adresse : 83 Nguyen Chi Thanh Road, Hanoi,	Mr. Nguyen Khac Hieu (vnccoffice@fpt.vn, Vietnam hieu_monre@ yahoo.com) Deputy Director General Phone: (84-4)773 42 63 Fax: (84-4) 835 21 91/826 38 47



## Annexe 2 PREMIERS PROJETS MDP DES PAYS FRANCOPHONES EN DÉVELOPPEMENT

### Pays: Bénin

Promoteur du projet	Intitulé du projet	Approbation du projet par l'AND MDP	Total des émissions évitées Tonne Eq CO <sub>2</sub>
Direction des Forêts et Ressources naturelles (Programme de Gestion des Forêts et Terroirs Riverains)	Reboisements villageois et séquestration de carbone	NIP adoptée	Les crédits d'émission sont en moyenne de 124 244 tCO <sub>2</sub> /an pour 9946 hectares ; Les crédits d'émission sont en moyenne de 84 086 tCO <sub>2</sub> /an pour 6 071 hectares. Durée du projet : 30 ans
Direction de l'Environnement	Du contrôle de la pollution de l'air en milieu urbain et prévention des nuisances (sous programme lutte contre la pollution atmosphérique)	En cours	En cours d'évaluation
Direction de l'Environnement	De la gestion de la zone côtière face à l'élévation du niveau de la mer	En cours	Non encore déterminé
Direction de l'Énergie	De l'atténuation des émissions de G.E.S par l'amélioration et l'efficacité énergétique	En cours	En cours
Direction de l'Agriculture	De la gestion des sols aux fins de séquestration du carbone et d'atténuation des émissions de G.E.S.	En cours	En cours
Entreprise ENERDAS	Satisfaction des besoins énergétiques par le biogaz en milieu rural et dans les abattoirs urbains		En cours
Entreprise ENERDAS	Amélioration des conditions de vie en milieu rural par l'électrification solaire : substitution des lampes tempêtes par des lampes torches solaires		Non encore déterminé
Direction de l'Énergie	Construction de micro-centrales hydroélectriques à Wabou et à Kota		En cours

**Pays: Égypte**

Promoteur du projet	Intitulé du projet	Approbation du projet par l'AND MDP	Total des émissions évitées Tonne Eq CO <sub>2</sub>
1. Société de fertilisants ABOKIR	N2o abatement of aboquir fertilizer cooperation	Approuvé par AND	1,8 Mt CO <sub>2</sub> e/an
2. Société de fertilisants ALNASR	N2o abatement of suiss fert cooperation	Non approuvé	1,0 Mt CO <sub>2</sub> e/an
3. Société de fertilisants TALKHA	N2o abatement of Talkha fert cooperation	Non approuvé	0,76 Mt CO <sub>2</sub> e/an
4. MOHAFADAT Menofia	Ménofia landfill waste management	Non approuvé	0,303 Mt CO <sub>2</sub> e/an
5. MOHAFADAT Iskandaria	Utilization od methane recovry from landfill; Alexandria	Non approuvé	0,433 Mt CO <sub>2</sub> e/an
6. Ministère de l'Électricité	Zafrana win farm 120 MW (1 <sup>re</sup> Partie)	Approuvé par AND	0,238 Mt CO <sub>2</sub> e/an
7. Ministère de l'Électricité	Zafrana win farm 120 MW (2 <sup>e</sup> Partie)	Non approuvé	0,240 Mt CO <sub>2</sub> e/an
8. Ministère de l'Électricité	Zafrana win farm 230 MW (3 <sup>e</sup> Partie)	Non approuvé	0,380 Mt CO <sub>2</sub> e/an
9. Ministère de l'Électricité	Utilization of solar thermal energy	Non approuvé	0,023 Mt CO <sub>2</sub> e/an
10. Ministère du Transport	Cairo- Alexan Railway electrification	Non approuvé	0,5 Mt CO <sub>2</sub> e/an

**Pays: Haïti**

Promoteur du projet	Intitulé du projet	Approbation du projet par l'AND MDP	Total des émissions évitées Tonne Eq CO <sub>2</sub>
1. Fondation Haïtienne de l'environnement	Conversion énergétique des boulangeries	-	-
2. Fondation Haïtienne de l'environnement	Recyclage des déchets plastiques		
3. Fondation Haïtienne de l'environnement	Promotion de l'énergie solaire dans les villages des pêcheurs		

**Pays : Mali**

Promoteur du projet	Intitulé du projet	Approbation du projet par l'AND MDP	Total des émissions évitées Tonne Eq CO <sub>2</sub>
1. Direction nationale de l'énergie	Projet d'aménagement hydraulique de KENIE	Approuvé par AND	100 000 t CO <sub>2</sub> e/an
2. Direction nationale de l'énergie	Barrage de Sotubaz	Non approuvé	nd
3. Direction nationale de l'énergie	Barrage de Markala	Non approuvé	nd
4. Direction nationale de l'énergie	Barrage de Felou	Non approuvé	nd
5. CNESOLER et Mali Folkecenter	Projet de vulgarisation huile de pourghère'	Non approuvé	nd
6. CNESOLER	Programme Solaire photovoltaïque	Non approuvé	nd
7. CNESOLER	Utilisation du biogaz domestique	Non approuvé	nd
8. DNACPN	Projet de récupération de méthane et production d'électricité en décharge (Bamako)	Non approuvé	nd

**Pays: Maroc**

Promoteur du projet	Intitulé du projet	Approbation du projet par l'AND MDP	Total des émissions évitées Tonne Eq CO <sub>2</sub>
1. Office National de l'Électricité	Parc éolien d'Essaouira	Projet approuvé (PDD) En cours de Validation	1 500 000 (10 ans)
2. Office Chérifiens des Phosphates	Mise en place du procédé HRS au complexe chimique de Jorf Lasfar	Projet approuvé (PDD) En cours de Validation	848 895 (10 ans)
3. Wilaya de Rabat	Récupération et brûlage en torchère du biogaz dans la décharge d'Akreuch	Projet approuvé (PDD)	1 594 904 (21 ans)
4. Office National de l'Électricité	Parc éolien de Tanger	NIP adoptée	4 000 000 (10 ans)
5. Office National de l'Électricité	Remplacement des lampes de l'éclairage public par des lampes de basse consommation	NIP adoptée	26 000 (10 ans)
6. Office National de l'Électricité	Aménagement hydroélectrique de Tanafnit	NIP adoptée	1 590 000 (10 ans)
7. Office National de l'Électricité	Alimentation en électricité de foyers ruraux par des kits photovoltaïques	Projet approuvé (PDD)	395 400 (10 ans)
8. Office National de l'Électricité	Park éolien Abdelkhalek TORRESS	NIP adoptée	1 830 000 (10 ans)
9. Régie Autonome de Distribution de l'Eau et de l'Électricité de Marrakech	Mise en place d'un système de production d'électricité à partir du biogaz de la station d'épuration des eaux usées de Marrakech	NIP adoptée	567 500 (10 ans)
10. Régie Autonome de Distribution de l'Eau et de l'Électricité de Fès	Mise en place d'un système de production d'électricité à partir du biogaz de la station d'épuration des eaux usées de Fès	NIP adoptée	1 368 700 (10 ans)

**Pays: Maroc (suite)**

Promoteur du projet	Intitulé du projet	Approbation du projet par l'AND MDP	Total des émissions évitées Tonne Eq CO <sub>2</sub>
11. LAFARGE Maroc	Réalisation d'un parc éolien de 10,2 MW sur le site de la nouvelle cimenterie Tétouan II	Projet approuvé (PDD)	601 671 (21 ans)
12. Office National de l'Eau Potable	Alimentation en électricité de la station de dessalement de Tan Tan par l'énergie éolienne	Projet approuvé (PDD)	172 600 (10 ans)
13. Commune Urbaine de Marrakech de Marrakech	Captage et brûlage en torchère de biogaz de la décharge actuelle	NIP adoptée	3 557 790 (21 ans)

**Pays : SÉNÉGAL**

Promoteur du projet	Intitulé du projet	Approbation du projet par l'AND MDP	Total des émissions évitées Tonne Eq CO <sub>2</sub>
Direction Horticulture	Projet Intégré Solaire	PIN	584 000 (10 ans)
ISRA / Agriculture	Impact du Système de production intensification sur la séquestration de carbone	PIN	441 837 (10 ans)
Ministère des Mines	Reboisement des zones de carrières abandonnées	Idée de projet	
DEFCCS	Fixations des dunes de Saly	PIN	281 790 (15 ans)
SENELEC	Amélioration du fonctionnement de la centrale C3 Cap des biches (efficacité énergétique)	PIN	340 038 (15 ans)
SONACOS	Amélioration de l'efficacité énergétique de l'usine de la SONACOS EIB	PIN	1 378 050 (15 ans)
ASERA	Projet MDP d'énergie renouvelable pour le développement des Niayes	PIN	230 197 (20 ans)
ASER	Projet d'installation de 12 centrales solaires dans les îles du Saloum et de 10 000 systèmes photovoltaïques familiaux dans les Départements de Fatick, Fouta Djallon, Thiès, Diourbel, Bambey, Tivaouane et Mbacké (programme ASER en partenariat avec la société ISOFOTON)	Projet en exécution (Espagne)	
ASER	Projet pose de 2 648 lampadaires solaires et électrification de centres communautaires pour 227 villages (ASER en partenariat avec la société ARTESA)	Idée de projet	

**Pays : SÉNÉGAL (suite)**

<b>Promoteur du projet</b>	<b>Intitulé du projet</b>	<b>Approbation du projet par l'AND MDP</b>	<b>Total des émissions évitées Tonne Eq CO<sub>2</sub></b>
Econoler international Inc. Canada BPR EnvirAqua (Canada)	Projet de valorisation énergétique du Biogaz émanant de la décharge de M'Beubeuss (Dakar)	PIN en cours d'adoption	1 400 000
DEFCCS	Fixation des dunes du littoral (superficie de 2 000 ha)	AII en cours avec Japon	405 363 /an



## **Annexe 3 MEMBRES DU COMITÉ DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DE L'IFP MDP**

Un Comité de suivi et d'évaluation international de l'IFP MDP a été mis en place. Il assurera la mise en œuvre du Cadre d'Action Francophone pour le MDP. Le Comité de suivi se compose des personnalités ci-après :

Ali Agoumi (Maroc)  
Cheikh Sylla (Sénégal)  
El Habib Benessahraoui (IEPF)  
Faouzia Abdoulhalik (IEPF)  
Gilles Potvin (Canada)  
Jeanne Josette Acacha Akoha (Bénin)  
Joseph Amougou (Cameroun)  
José Romero (Suisse)  
Massamba Thiolye (Sénégal)  
M'Gbra N'Guessan (Côte d'Ivoire)  
Philippe Meunier (France)  
Pierre Langlois (Québec)  
Sibi Bonfils (IEPF)  
Stéphane Cools (Belgique)



**Institut de l'énergie et de l'environnement  
de la Francophonie**

56, rue Saint-Pierre, 3<sup>e</sup> étage,  
Québec (Québec) G1K 4A1  
Canada

Téléphone : 1 418 692 5727

Télécopie : 1 418 692 5644

Courriel : [iepf@iepf.org](mailto:iepf@iepf.org)

Internet : [www.iepf.org](http://www.iepf.org)